

MERCEDES YUSTA\*

### RÉINVENTER L'ANTIFASCISME AU FÉMININ

La Fédération Démocratique Internationale des Femmes et le début de la Guerre froide

Le 8 mars 1945, à peine un mois après la Conférence de Yalta, une délégation de femmes de l'Union des Femmes Françaises (UFF) se rendit à Londres pour répondre à l'invitation des femmes britanniques du *National Committee for the International Women's Day*, organisation qui avait des liens forts avec le Parti communiste britannique. L'UFF était pour sa part une organisation étroitement liée au Parti communiste français, même si à sa tête se trouvait une femme non communiste, Eugénie Cotton, scientifique prestigieuse (elle fut la première Française agrégée de Physique) éloignée de son poste par le gouvernement de Vichy à cause de son engagement antifasciste<sup>1</sup>. Le but de la rencontre était de rendre hommage aussi bien à la résistance des Françaises face à l'Occupation qu'à la solidarité des femmes britanniques avec leurs sœurs d'outre-Manche, mais en même temps cette réunion, sorte de « Yalta au féminin », était destinée à baliser la participation des femmes antifascistes à la construction de l'Europe de l'après-guerre mondiale. Il s'agissait pour elles de s'assurer que la victoire contre le fascisme était totale et de garantir la permanence des valeurs de la Résistance antifasciste après la fin de la guerre, à un moment où les différents projets politiques portés par les résistances nationales, notamment en France, allaient entrer en concurrence. Elles manifestèrent ainsi, lors de leurs différents discours et conférences, leur refus de la guerre et du fascisme et leur volonté de participer, en tant que femmes, à la construction d'une Europe démocratique et libre. Par ailleurs, les femmes des organisations antifascistes soviétique, italienne et espagnole, également contactées, manifestèrent leur adhésion à la rencontre et cautionnèrent la principale idée qui en surgit : la création d'une fédération mondiale des femmes antifascistes. Lors de la rencontre, Eugénie Cotton exprimait ainsi son souhait de voir se former « des Unions nationales de Femmes [...] comme l'Union des

\* Professeure des Universités en Histoire Contemporaine de l'Espagne, Université Paris 8.

femmes françaises s'est organisée elle-même en France. Et ensuite, qu'une Fédération internationale de toutes ces Unions s'organise dans le monde entier. [...] Qu'elle puisse être la condition de l'instauration d'une paix durable dans le monde de demain<sup>2</sup>. »

Le dessein d'Eugénie Cotton allait se concrétiser en novembre 1945 avec la convocation d'un Congrès mondial des Femmes à Paris, qui réunit des déléguées de 37 pays et déboucha sur la création de la Fédération démocratique internationale des Femmes (FDIF)<sup>3</sup>. À travers la mise en place de cette fédération, les femmes proches des partis communistes des deux côtés de la Manche entendaient capitaliser la participation des femmes à la résistance antifasciste à travers la construction d'un mouvement féminin antifasciste transnational, capable de peser lors de l'imminente reconstruction européenne. Pratiquement aux mêmes dates et dans un contexte similaire furent créées aussi d'autres organisations de masse qui entendaient mobiliser différents secteurs de la société européenne pour la construction de l'Europe de l'après-guerre : la Fédération Syndicale Mondiale et la Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique<sup>4</sup>.

Cependant, le sens de cet engagement antifasciste allait rapidement évoluer dans le contexte de l'après-guerre mondial. L'alliance des vainqueurs de la guerre commença à se fissurer à peine celle-ci terminée avec la mise en place du conflit connu comme la « guerre froide ». Les organisations de masse mises en place avec la participation des partis communistes sont devenues des instruments de propagande très performants en faveur de l'Union Soviétique dans le cadre de la lutte pour l'hégémonie culturelle et politique européenne face aux États-Unis. Dans le cas de l'organisation féminine, celle-ci devint le porte-parole, auprès des femmes, des consignes émanées du Kremlin sur la menace d'une « guerre impérialiste » menée par les États-Unis contre le bloc de l'Est et sur le besoin de lutter contre cette guerre sous la direction de l'Union Soviétique, présentée comme championne de la paix mondiale. Par la suite, ce discours fut repris par une organisation créée *ad hoc* pour porter et populariser ces arguments : le Rassemblement mondial pour la Paix.

Dans les pages qui suivent, nous nous bornerons à observer la FDIF pendant les premières années de l'après-guerre mondial. Nous essaierons d'y fournir une description et une explication plus complexes que les interprétations traditionnelles qui limitent cette fédération féminine à n'être qu'une organisation de masse complètement soumise aux ordres de l'Union Soviétique, réduite à la condition de simple instrument de la stratégie politique menée par Staline dans le cadre de la Guerre froide<sup>5</sup>. En effet, nous essayerons de montrer qu'à sa naissance, en 1945, cette organisation avait des potentialités qui ont disparu par la suite du fait de l'évolution du panorama international et de la polarisation politique résultant de la mise en place de la guerre froide. Ainsi, le discours antifasciste et pacifiste de la FDIF, hérité des organisations féminines du début du XX<sup>e</sup> siècle et de

l'antifascisme des années trente, finit, tout comme l'antifascisme lui-même, par être récupéré dans le cadre de la stratégie de légitimation de la politique stalinienne.



Présidence du II<sup>e</sup> Conseil de la FDIF à Moscou en novembre 1946. DR.

#### LES HÉRITAGES : DU PACIFISME FÉMINISTE À L'ANTIFASCISME DES ANNÉES TRENTE

L'analyse d'une organisation telle que la FDIF amène à se demander si l'on peut se contenter de la classer comme l'une des organisations « de masse » dont le communisme se servit à différents moments de son histoire pour encadrer certains pans de la société civile ou si, au contraire, on peut y déceler les traces d'une action politique féminine autonome, du moins dans les premiers moments de l'existence de l'organisation. En effet, une première évidence est que, hormis Eugénie Cotton, qui ne militait pas dans le PC – mais qui en était une fidèle « compagne de route » –, les femmes que l'on retrouve à la direction de la Fédération sont des figures de proue des différents partis communistes européens et asiatiques et même du PC états-unien. On peut ainsi citer les deux vice-présidentes, Dolores Ibárruri, figure mythique du communisme espagnol, et Nina Popova, dirigeante de l'Union des Femmes Antifascistes soviétiques et, surtout, députée du Soviet suprême. Mais aussi Marie-Claude Vaillant-Couturier qui occupait le secrétariat général, ou presque tous les membres du Comité Exécutif, dont la Roumaine Anna Pauker, qualifiée par le Comité d'Activités antiaméricaines de

la Chambre des Représentants américaine en 1949 de « femme communiste la plus puissante au monde<sup>6</sup> ». Mais la fondation de la FDIF, même si elle est voulue ou même programmée par les partis communistes, voire par l'URSS elle-même, est aussi la résultante d'une série d'héritages, plus ou moins conscients, plus ou moins revendiqués, qui font que le mouvement peut faire état dans un premier moment d'une certaine pluralité.

Bien entendu, les femmes à l'origine de la FDIF étaient conscientes de reproduire les ressorts de la mobilisation féminine antifasciste des années trente, qui s'étaient avérés extrêmement efficaces. De ce fait, le processus entamé pour aboutir à l'organisation de cette Fédération suit fidèlement celui qui donna lieu, en 1934, à l'organisation Femmes contre la Guerre et le Fascisme (mieux connue comme Rassemblement mondial des Femmes), même en ce qui concerne l'endroit choisi dans l'un et l'autre cas pour la fondation de l'organisation : le Palais de la Mutualité de Paris. Or, entre l'organisation des femmes antifascistes des années trente et celle de 1945 il y a une différence de taille : le Rassemblement mondial des Femmes avait son origine en tant que « section féminine » d'une organisation antifasciste masculine, le Comité mondial contre la Guerre et le Fascisme (connu aussi comme « Mouvement Amsterdam-Pleyel »), créé sous les auspices du kominternien Willi Münzenberg et considéré souvent comme un instrument de la politique soviétique pour lancer et soutenir la politique des Fronts populaires<sup>7</sup>. Alors que la FDIF, même si son origine est à trouver dans la réorganisation des forces procommunistes en Occident après la Seconde Guerre mondiale, se présente, dès le début, comme une initiative résolument féminine et se place d'emblée dans le sillon d'un héritage non seulement antifasciste, mais aussi féminin, sinon féministe.

Déjà la rencontre qui eut lieu à Londres le 8 mars 1945, placée sous le signe de l'antifascisme et du pacifisme, faisait écho à celle célébrée à Berne le 8 mars 1915 à l'initiative de Clara Zetkin, où les femmes de l'Internationale des femmes socialistes, créée en 1907, avaient déclaré la « guerre à la guerre<sup>8</sup> ». Comme cela avait été le cas trente ans auparavant, la réunion de Londres allait déboucher sur une mobilisation internationale des femmes qui se donnait pour mots d'ordre la défense de la paix et des droits des femmes. Ainsi, les objectifs du Congrès international qui allait donner naissance à la FDIF étaient de « coordonner les activités des femmes du monde entier » autour d'un programme de trois points : la destruction du fascisme et la consolidation de la démocratie, la préparation d'un « avenir heureux pour les générations futures » et la revendication des droits des femmes en tant que « mères, travailleuses et citoyennes<sup>9</sup>. »

L'idée même d'une sororité féminine internationale qui permettrait de lutter pour la paix mondiale a une généalogie très longue : on peut la retrouver dans les premiers mouvements internationaux de femmes et elle se renforce dans la mouvance féministe et pacifiste qui se crée lors de la Première Guerre

mondiale<sup>10</sup>. On retrouve également cet héritage du pacifisme féministe du début du XX<sup>e</sup> siècle dans l'insistance sur la maternité et ses droits, ainsi que sur les vertus particulières des femmes associées à leur condition maternelle, arguments qui ont une place très importante dans le discours de la FDIF. Cette insistance sur la maternité est typique des organisations communistes à partir des années trente et on peut la repérer aisément dans le discours des dirigeants communistes dès cette époque<sup>11</sup>. Cependant, loin de cantonner les femmes dans un rôle traditionnel, confiné à l'espace privé et à la gestion du quotidien, ces vertus féminines sont revendiquées par la FDIF dans le cadre d'une stratégie d'*empowerment* qui en fait une source d'autorité et de demande de droits dans la sphère du politique. En cela, la FDIF se situe dans l'héritage des premières organisations féministes, qui souvent appuyèrent leurs revendications de citoyenneté sur le statut des femmes en tant que mères, réelles ou potentielles, et sur les vertus civiques dérivées de cette sensibilité maternelle. Ainsi, face à un « État Minotaure » conçu par les hommes et basé sur la violence et la prééminence du plus fort, les premières féministes réclamaient un état « féminisé », soucieux des faibles et des enfants<sup>12</sup>. Cette même force féminine de transformation du monde sera revendiquée par la FDIF dans ses appels à la défense de la paix, de l'avenir des enfants, d'un monde libéré définitivement du fascisme. Et l'arme avec laquelle ces femmes entendent lutter pour atteindre ces objectifs est le vote : en cela elles rejoignent à nouveau la tradition féministe et suffragiste, qui faisait de l'obtention du suffrage l'arme féminine par excellence de transformation de la réalité. Dans le discours d'ouverture du Congrès qui donnait naissance à la FDIF, Eugénie Cotton reprenait ainsi à son compte l'idée exprimée par la féministe néerlandaise Aletta Jacobs lors de la fondation de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté en 1919, « *Woman suffrage and permanent peace will go together*<sup>13</sup> » :

[...] les millions de travailleuses de tous les pays qui ont envoyé des déléguées au Congrès sont en même temps des électrices. Non seulement elles peuvent exprimer des vœux sur toutes les questions qui nous intéressent, mais elles peuvent mettre au service de nos revendications l'autorité de leurs votes.

Cette autorité est grande et nous en avons conscience. Dans un monde résolu à changer l'état de choses qui a conduit les hommes à deux effroyables guerres en moins de vingt-cinq ans, l'élément de nouveauté et de puissance que représente l'action massive des femmes dans la vie publique peut et doit être d'une grande importance<sup>14</sup>.

L'équilibre entre le discours antifasciste et les objectifs féministes était également présent dans les statuts de la Fédération approuvés lors du Congrès. Ceux-ci marquaient comme objectif principal de la FDIF la lutte contre le

fascisme et la défense de la démocratie et de la paix, mais ensuite ils posaient comme objectif primordial la revendication et la défense des droits des femmes, et également l'égalité effective avec les hommes dans tous les domaines de la vie : politique, économique, social, éducatif<sup>15</sup>. Ainsi, des femmes provenant d'horizons politiques divers pouvaient se reconnaître dans le discours et les revendications de la Fédération, qui puisaient aussi bien dans l'héritage féministe et pacifiste que dans celui de l'antifascisme de l'entre-deux-guerres. Cependant, ce qui unissait véritablement les femmes présentes au Congrès était l'expérience de l'Occupation et de la résistance contre l'occupant. Elles partageaient une mémoire commune qui comprenait le souvenir des pénuries endurées, des crimes dont elles avaient été les témoins ou les victimes, la douleur de la perte d'êtres chers. La force de ces expériences partagées explique la grande émotion qui domina au Congrès et le consensus qui s'en dégagait par rapport à la création de la Fédération, ses buts et son mode de fonctionnement. D'autant plus que les femmes et organisations présentes au Congrès faisaient état d'une certaine hétérogénéité : les femmes communistes et « compagnes de route » étaient certes majoritaires, et l'initiative même de l'organisation du Congrès et de la création de la Fédération leur revenait. Mais le Congrès réunit aussi des femmes d'organisations féminines et féministes comme la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, l'Alliance internationale des femmes pour l'égalité, la paix et la liberté ou l'Union française pour le suffrage des femmes. Le rapport du Congrès établi par une spectatrice extérieure, Marjorie Corbett-Ashby, Présidente de l'Alliance internationale des femmes, fait état de ce moment extraordinaire de rassemblement féminin et des potentialités du mouvement, tout en signalant déjà l'emprise des partis communistes sur la future organisation féminine :

La conférence eut une atmosphère politique, mais fortement émotionnée. Elle a révélé une attitude parmi les femmes tout à fait nouvelle à mon expérience : elles ont montré une confiance en elles-mêmes, sans aucun sens d'infériorité, croyant qu'elles possèdent déjà l'égalité complète avec les hommes. Elles n'ont que [sic] s'organiser pour adopter un programme, pour obtenir toutes les réformes nécessaires. Si les femmes décident qu'elles ont besoin d'une [sic] telle ou telle réforme, les hommes seront tout à fait d'accord, reconnaissant que les femmes sont des experts pour toute question féminine. Il y a eu un sens de vigueur qui fut une inspiration, avec la réalisation de la responsabilité de l'individu et des devoirs du citoyen<sup>16</sup>.

Elle signale également, de façon très lucide, la raison du succès de cette organisation parmi les femmes de l'Europe de l'Est et de leur indulgence initiale envers le communisme soviétique :

L'atmosphère si vivement émotionnée fut due sans doute au fait que ce fut le premier contact entre les femmes de beaucoup de pays. [...] Dans la Grande-Bretagne, les États-Unis ou la Suède, il nous est impossible de comprendre le sens de délivrance. Il y a eu également une peur affreuse de la reconnaissance du fascisme. L'existence d'un état fasciste en Espagne, au Portugal, en Argentine ; l'indulgence envers les grands intérêts commerciaux en Allemagne ; le refus de reconnaître le gouvernement en Bulgarie – tout cela a fait [sic] très réel le danger d'un retour au fascisme. Nous avons passé des journées entières en écoutant [sic] les rapports sur le magnifique travail de guerre des femmes, accompagnés des dénonciations des cruautés fascistes. Si on dit : « Et la tyrannie communiste ? », je ne peux que répondre que jamais ces femmes ont eu l'idée que le communisme aussi peut être un despotisme. Si vous êtes enterré sous un poids immense, sans la possibilité de mouvoir, de parler ou même de respirer, et quelque grande personne vient vous lever [sic] ce poids, vous prendre par le bras en vous mettant debout pour vous faire marcher, toujours en se cramponnant à votre bras, vous sentez seulement la joie de la libération<sup>17</sup>.

Finalement, dans un premier moment, Margery Corbett-Ashby recommande une attitude à la fois amicale et prudente de l'Alliance internationale des femmes vers la nouvelle organisation, qui selon ses mots « peut rendre un grand service aux femmes nouvellement affranchies des pays de l'Europe centrale et du Sud-est », car « elle a un programme féministe excellent [...] qui a touché des masses de femmes que nous n'avons pu éveiller<sup>18</sup>. » Néanmoins, cette entente ne va pas durer : la mise en place de la Guerre froide se reproduira ainsi au niveau des organisations féminines internationales.

#### STRATÉGIES ET DISCOURS DE GUERRE FROIDE : ANTIFASCISME, PACIFISME, MATERNITÉ

Alors que, avec le triomphe de 1945, la coalition contre le fascisme avait fonctionné et la gauche européenne pouvait rêver de larges rassemblements et alliances politiques, en 1946-1947, la situation européenne va connaître un virage irréversible<sup>19</sup>. La rupture des alliances antifascistes, la soviétisation de l'Est de l'Europe, l'interventionnisme croissant des États-Unis en Europe, notamment à travers le Plan Marshall et, finalement, la division de l'Allemagne en 1949 vont finir par mettre en place ce que Churchill appelait déjà en mars 1946 le « rideau de fer ». Ainsi, en à peine deux ans, le conflit européen entre fascisme et démocratie avait cédé sa place à la division entre communistes et anticommunistes<sup>20</sup>. Une des principales manifestations de cette division sera une « guerre des

cultures », selon l'expression de Tony Judt, où aussi bien les États-Unis que l'Union Soviétique sont conçus par leurs partisans et détracteurs non seulement comme des puissances politiques, mais aussi comme des systèmes globaux, à la fois politiques, culturels, économiques et sociaux. Conflit fait à la fois de propagande et de menaces autour du péril d'une nouvelle conflagration mondiale, cette « guerre froide » allait être aussi, dans une large mesure, une guerre des mots. Et dans cette guerre, l'Union Soviétique choisit de développer un discours à la fois pacifiste et agressif envers l'Occident, en particulier les États-Unis et son principal allié, la Grande-Bretagne, accusés de représenter une nouvelle forme de fascisme.

Dans ce contexte, l'utilité d'une organisation comme la FDIF, qui tirait sa légitimité de la capitalisation des luttes des femmes antifascistes pendant la guerre et l'Occupation, mais aussi de la production d'un discours pacifiste hérité du féminisme du début du siècle, allait s'avérer précieuse. La fonction de la FDIF dans le cadre de cette « guerre des cultures » serait donc de produire les discours antifascistes et pacifistes réutilisés par la suite contre le bloc « impérialiste », considéré comme l'héritier du fascisme. L'organisation a évolué d'une certaine neutralité dans une ligne antifasciste, affichée en novembre 1945, vers une position de plus en plus agressive et identifiée à la politique soviétique, où les mots « fasciste » et « antifasciste » changent de sens en fonction du nouveau contexte politique. Les traits principaux de ce discours commencent ainsi à apparaître dès l'été 1946 dans les documents de l'organisation : l'Union Soviétique comme véritable défenseur de la paix dans le monde, la dénonciation des manœuvres des « forces de la réaction » et l'identification progressive de ces forces réactionnaires avec les puissances occidentales. Les femmes de la FDIF appliquèrent ainsi ces discours, qui reprenaient la dialectique de l'opposition entre fascisme et antifascisme élaborée pendant les années trente, au nouveau contexte politique, en particulier à la dénonciation de la politique coloniale de l'Occident et à l'appui sans faille aux mouvements de décolonisation du Tiers Monde, en particulier lors de la Guerre de Corée<sup>21</sup>.

De la même façon, le consensus apparemment dégagé en 1945 entre les organisations féminines progressistes allait se briser rapidement. À l'instar de la FDIF récemment créée, les grandes organisations féminines et féministes de l'avant-guerre (le Conseil international des femmes, l'Alliance Internationale des Femmes, la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté) se réorganisaient et convoquaient des Congrès à l'intention fédératrice, se plaçant ainsi en concurrentes de la FDIF dans la mobilisation des masses féminines. D'autant plus que la FDIF avait la volonté affichée de fédérer les organisations féminines progressistes du monde entier, ce qui excluait d'emblée l'existence d'autres organisations féminines indépendantes sur ce même créneau.

Les Congrès convoqués par les grandes organisations féministes pendant l'été 1946 avaient pour objet de relancer ces organisations après la parenthèse de la guerre ; des représentantes de la FDIF furent dépêchées pour informer le Comité exécutif de la Fédération de la tenue des dits Congrès. Le contenu des rapports effectués donna lieu à un constat sans appel : les « forces de la réaction » se servaient de ces organisations féministes pour essayer d'affaiblir le mouvement des femmes progressistes, représentées par la Fédération. Ainsi, l'Alliance internationale des femmes fut qualifiée de « suffragiste et en dehors de la vie<sup>22</sup> », alors que la LIFPL, qui avait été en 1934 à l'origine du rassemblement des femmes antifascistes, recevait les épithètes de « fascisante » et « antidémocratique », du fait de la position antisoviétique de sa direction<sup>23</sup>. Les incidents qui eurent lieu lors du Congrès de la LIFPL, où les déléguées tchèques, bulgares, espagnoles, françaises et yougoslaves quittèrent la salle suite à l'intervention de la déléguée norvégienne qui critiquait l'intervention soviétique dans les Pays Baltes, reflètent à quel point la division géopolitique du continent se reproduisait dans le mouvement des femmes<sup>24</sup>. Le résumé fait par Dolores Ibárruri sur cette réorganisation des féministes reflète bien quelle était en ce moment la position de la FDIF :

Alors que la Fédération trouve un écho et un accueil enthousiaste parmi les femmes progressistes (*sic*), les forces larvées de l'antidémocratie et du fascisme vaincu prétendent, avec des consignes trompeuses, lever en face de la Fédération une autre ou d'autres organisations internationales de femmes, dociles à leurs manœuvres réactionnaires et prêtes à servir comme frein ou comme élément de décomposition ou de désagrégation du grand mouvement démocratique féminin, dont l'expression réelle, vivante et active est notre Fédération<sup>25</sup>.

À ce moment-là, il est évident que la FDIF a tourné la page du féminisme, un féminisme dont certaines des dirigeantes de la FDIF, comme *Pasionaria*, dénonçaient depuis des années le caractère bourgeois et éloigné des intérêts des femmes des couches populaires. En effet, les femmes qui occupaient des postes de direction dans les partis communistes en étaient restées à la définition d'un « féminisme bourgeois » éloigné des intérêts réels des masses féminines. Ainsi, au sein du Comité Exécutif de la FDIF, Dolores Ibárruri affirmait avec force : « Nous ne sommes pas des femmes féministes. Nous sommes des femmes qui se battent pour la liberté et la démocratie. Nous savons que la participation des femmes à la lutte pour la liberté et la démocratie les aidera à résoudre tous les problèmes qui se présenteront devant elles<sup>26</sup> ».

Loin du « combat attardé des suffragistes<sup>27</sup> », le combat des femmes de la FDIF se recentra alors sur la dénonciation des survivances du fascisme et sur la lutte pour la paix, au nom, entre autres, du combat ancestral des femmes « pour la

paix et le bonheur des enfants<sup>28</sup> ». Mais le plus frappant est la rapidité de l'évolution du discours antifasciste dans l'organisation des femmes : en l'espace de quelques mois, celui-ci changea de cible pour désigner la politique des puissances occidentales comme le principal danger pour la paix mondiale. Les États-Unis et l'Angleterre, remerciés lors du Congrès de novembre 1945 pour leur contribution à la victoire sur le fascisme, sont désormais désignés eux-mêmes comme fascistes, ce qui dans le nouveau contexte est synonyme d'« antisoviétique ». Les femmes de la FDIF accomplissent un véritable travail politique en dénonçant inlassablement, au nom de leur double condition de femmes et d'antifascistes, la présence nord-américaine dans le Sud-est asiatique, l'indulgence internationale envers l'Espagne de Franco, le retard dans la dénazification de l'Allemagne ou la défascisation de l'Italie, la course aux armements et la menace représentée par la bombe atomique. Mais en même temps, elles combinent cette critique de la politique occidentale, souvent justifiée, avec une position de plus en plus sectaire vis-à-vis de l'Union Soviétique et des « nouvelles démocraties », présentées comme le modèle à suivre en ce qui concerne la défense des libertés, des droits des femmes et des enfants et, surtout, de la paix mondiale. La défense de la paix devient l'axe principal du II<sup>e</sup> Congrès de la FDIF tenu à Budapest en 1948, qui donnera lieu à un Manifeste pour la Paix qui fait des femmes les principales actrices d'un combat à la fois pacifiste et anti-impérialiste :

Les blessures causées par la dernière guerre déclenchée par les fascistes n'ont pas encore cicatrisé et les villes détruites par les bombardements aériens n'ont pas encore été reconstruites, que les nantis de la finance et les cercles militaires se préparent déjà à faucher la vie des nouvelles générations, de nos enfants, à détruire tout ce qui nous est cher [...]. C'est à nous d'empêcher que nos époux, nos fils et nos frères soient précipités à une nouvelle guerre et convertis en chair à canon pour [satisfaire] l'intérêt des aventuriers et des fabricants de la bombe atomique. C'est à nous de faire taire pour toujours le fracas des bombes qui massacraient nos enfants et nos petits-enfants<sup>29</sup>.

Or, autour de 1948, le discours pacifiste n'était plus, dans le camp procommuniste, l'apanage de la FDIF. Le Kominform, conscient du potentiel mobilisateur de ce discours, lançait pendant l'été 1948 une politique de rassemblement pacifiste censée faire de l'Union Soviétique la puissance garante de la paix mondiale face à l'agressivité nord-américaine. En 1948 avait lieu à Wrocław, Pologne, le Congrès mondial des intellectuels pour la paix, avec la paix et le désarmement comme axes fédérateurs. Le 23 avril 1949 s'ouvrait dans la Salle Pleyel de Paris le Congrès mondial des partisans de la paix, sous la présidence de Frédéric Joliot-Curie, dont une des sept séances plénières concernait « la partici-

pation des femmes dans le mouvement pour la paix ». Ce Congrès a abouti à la rédaction de l'« Appel de Stockholm » pour l'interdiction de l'utilisation de la bombe atomique, reprenant une vieille revendication de la FDIF qui exprimait ce vœu depuis 1946. En même temps, les organisations de femmes, avec à sa tête la FDIF, constituaient un « Comité de défense pour la Paix » et popularisaient des slogans tels que « [pour] un travail pacifique, le bonheur de vos foyers, un avenir heureux pour vos enfants<sup>30</sup> ». D'une organisation de femmes, la FDIF devenait ainsi de plus en plus une organisation de mères.

## CONCLUSION

Après avoir été élaboré par l'organisation féminine dans le creuset de l'antifascisme et du féminisme, le discours pacifiste est devenu une arme de propagande de premier ordre lors des affrontements politiques et culturels qui marquèrent le début de la guerre froide. Or, à mesure que, poussée par le contexte politique et les combats de la guerre froide, la FDIF se spécialise dans la diffusion d'un discours pacifiste qu'elle-même a contribué à construire, elle perd l'autonomie d'un discours qui avait été centré à l'origine sur des revendications spécifiquement féminines pour être de plus en plus soumis aux directives du Kremlin. De même, les revendications de la FDIF s'éloignent des droits des femmes pour se concentrer sur ceux de leurs enfants. Dans un contexte de concurrence accrue entre différentes organisations de femmes, dont des organisations catholiques comme le Mouvement mondial des mères, créé en 1947, qui placent la maternité au centre de leur discours, la FDIF se replie davantage sur ce discours maternel, censé attirer les masses féminines et les extraire à l'influence des organisations « réactionnaires ». Mais cette utilisation d'un discours maternaliste a toujours un objectif politique bien précis : la défense de l'Union Soviétique, présentée comme l'unique garante de la paix des foyers et de l'avenir des enfants. De cette instrumentalisation de l'organisation féminine, les femmes dirigeantes de la Fédération ont sans doute obtenu des quotas non négligeables de pouvoir et d'influence. Mais la perte du potentiel mobilisateur et émancipateur que l'organisation avait pu avoir à ses débuts, le travestissement de l'héritage des combats des femmes dans l'antifascisme et la résistance pendant les années trente et quarante, semblent avoir été le prix à payer.



Berlin, mars 1951, Journée internationale des droits de la femme.  
Pancarte de la FDIF à l'effigie d'Eugénie Cotton.  
© Bundesarchiv, image 183-09915-0001, photo : Horst Sturm.

## NOTES

<sup>1</sup> Renée Rousseau, *Les femmes rouges. Chronique des années Vermeersch*, Paris, Albin Michel, 1983, p. 46-47.

<sup>2</sup> Union des Femmes Françaises, « Huit mois de travail de l'Union des Femmes Françaises » (brochure), juin 1945, p. 25. Archives du PCF, boîte 3 : « Union des Femmes Françaises », dossier 1. Archives Départementales de la Seine-Saint-Denis.

<sup>3</sup> Les monographies sur la FDIF sont très rares, voire presque inexistantes. Le seul travail que j'ai pu localiser qui lui est consacré dans sa totalité est un mémoire de licence en Sciences Politiques de l'Université Libre de Bruxelles. S. Lefèvre, *La fédération démocratique internationale des femmes. Étude d'une organisation de masse soviétique des origines à nos jours*, Mémoire de Licence, ULB, 1995. Voir les pages consacrées à la Fédération dans Mercedes Yusta, *Madres coraje contra Franco. La Union de Mujeres Españolas en Francia, del antifascismo a la guerra fría*, Madrid, Catedra, 2009, ouvrage sur l'Union de Mujeres Antifascistas, organisation espagnole qui faisait partie de la FDIF.

<sup>4</sup> Annie Kriegel, « La politique extérieure de l'URSS : la logique du système », *Politique étrangère*, n° 2, 1980, p. 353-362.

<sup>5</sup> Comme celle donnée par Annie Kriegel, *ibid.*

<sup>6</sup> *Report on the Congress of American Women*. Prepared and Released by the Committee on Un-American Activities. U. S. House of Representatives. United States Government Printing Office, Washington, 1950. Pour l'organigramme de la FDIF, voir Fédération Démocratique Internationale des Femmes, *Congrès International des Femmes. Compte rendu des travaux du Congrès qui s'est tenu à Paris du 26 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 1945*, Édité par la FDIF, 37, rue Jouvenet, Paris (XVI<sup>e</sup>), Paris, 1945, p. 411.

<sup>7</sup> Jocelyne Carré-Prezeau, *Amsterdam-Pleyel, 1932-1939 : histoire d'un mouvement de masse*. Thèse de doctorat sous la direction de Claude Willard, Paris 8, 1993 ; Claire Besné, *Le Comité Mondial des Femmes contre la Guerre et le Fascisme (1934-1939). Un mouvement de femmes communiste*, Mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine sous la direction de Mme Yannick Ripa, Université de Paris 8, 2005.

<sup>8</sup> Nicole Gabriel, « L'Internationale des Femmes Socialistes », *Matériaux pour l'Histoire de notre Temps*, n° 16, 1989, p. 34-41.

<sup>9</sup> *Contre le fascisme, pour la paix et le bonheur, réalisons l'Union des Femmes de tous les pays ! Premier Congrès National de l'UFF, Paris, 17-20 juin 1945*. Paris, Union des Femmes Françaises, 1945, p. 35-36. Archives du PCF, boîte 3 : « Union des Femmes Françaises », dossier 1. Archives Départementales de la Seine-Saint-Denis.

<sup>10</sup> Nitzka Berkovitch, *From Motherhood to Citizenship. Women's Rights and International Organizations*, Baltimore & London, The John Hopkins University Press, 1999.

<sup>11</sup> Josette Trat, « Aux racines de l'idéologie "familialiste" du PCF », in Christine Delphy et Sylvie Chaperon (dir.), *Cinquantenaire du Deuxième Sexe. Colloque international Simone de Beauvoir*. Paris, Éditions Syllepse, 2002, p. 380-386.

<sup>12</sup> Christine Bard, *Les filles de Marianne. Histoire des féminismes, 1914-1940*, Fayard, Paris, 1995 ; Gisela Bock et Pat Thane (dir.), *Maternidad y políticas de género*, Madrid, Catedra (col. Feminismos), 1991, p. 19-50 ; Mary Nash, *Mujeres en el mundo. Historia, retos y movimientos*, Madrid, Alianza, 2004, p. 125-134 et 147-157.

<sup>13</sup> Cité dans Nitzka Berkovitch, *From Motherhood to Citizenship*, *op. cit.*, p. 72.

<sup>14</sup> « Discours d'ouverture de Mme Cotton » in Fédération Démocratique Internationale des Femmes, *Congrès International des Femmes. Compte rendu des travaux du Congrès...*, *op. cit.*, p. XVII-XVIII.

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 381-382.

<sup>16</sup> Alliance Internationale des Électrices pour l'Égalité, la Liberté et la Paix, *Rapport sur la Conférence Internationale des Femmes*, Paris, novembre 1945, par Margaret Corbett Ashby (s.d., probablement fin 1945). Organizaciones de Mujeres, caja 118, legajo 5, Archivo Histórico del Partido Comunista de España. Le document original, probablement une traduction de l'anglais, est rédigé en français, tout comme de nombreux documents de la FDIF qui se trouvent dans les Archives du PCE à Madrid. Quand il s'agit d'une traduction, cela a été indiqué en note en bas de page.

<sup>17</sup> *Ibid.*

<sup>18</sup> *Ibid.*

<sup>19</sup> Geoff Eley, *Forging Democracy: The History of the Left in Europe, 1950-2000*, Oxford University Press, 2002.

<sup>20</sup> Tony Judt, *Après guerre : une histoire de l'Europe après 1945*, Paris, Armand Colin, 2007.

<sup>21</sup> Voir par exemple Eugénie Cotton, « Participación de la mujer en la defensa de La Paz y en la lucha contra la intensificación de las actividades de las fuerzas del fascismo ». Informe presentado al Comité Ejecutivo de la FDIM, Moscú, septiembre de 1946. [« Participation de la Femme à la défense de la paix et à la lutte contre l'intensification des activités des forces du fascisme ». Rapport présenté au Comité Exécutif de la FDIF, Moscou, septembre 1946.] Organizaciones de mujeres, carpeta 116, legajo 10, Archivo Histórico del PCE.

<sup>22</sup> « Informe de Charlotte Muret sobre el Congreso de la Alianza Internacional de Mujeres. Lausanne, 19 agosto 1946 » [« Rapport de Charlotte Muret sur le Congrès de l'Alliance Internationale des Femmes ». Lausanne, 19 août 1946]. Organizaciones de mujeres, caja 118, legajo 5, Archivo Histórico del PCE.

<sup>23</sup> « Discussion relative au rapport de Dolores Ibárruri sur la réorganisation des associations féminines internationales ». Journée du 14 octobre 1946. Organizaciones de mujeres, caja 116, legajo 10, Archivo Histórico del PCE. (En français dans l'original).

<sup>24</sup> *Ibid.*

<sup>25</sup> « Informe de Dolores Ibárruri en el C. E. de Moscú (septiembre 1946) sobre la reorganización de organizaciones de mujeres como la Alianza Internacional de Mujeres o la LIFPL » [« Rapport de Dolores Ibárruri au Comité Exécutif de Moscou (septembre 1946) sur la réorganisation d'organisations de femmes comme l'Alliance Internationale des Femmes ou la LIFPL »]. Organizaciones de Mujeres, caja 116, legajo 10, Archivo Histórico del PCE. (Nous traduisons).

<sup>26</sup> « Comité Exécutif de la FDIF. Intervention de Mme Dolores Ibárruri. Stockholm, 20 au 24 septembre 1947 ». Organizaciones de mujeres, carpeta 116, legajo 10, Archivo Histórico del PCE. (En français dans l'original).

<sup>27</sup> Michelle Riot-Sarcey, *Histoire du féminisme*, Paris, La Découverte (Col. Repères), 2002, p. 96.

<sup>28</sup> *Ibid.*

<sup>29</sup> « Manifiesto por la defensa de La Paz: Juntas ganaremos la batalla de La Paz y de la democracia » [« Manifeste pour la défense de la paix: Ensemble, nous gagnerons la bataille de la paix et de la démocratie »], *Mujeres Antifascistas Españolas*, n° 26, abril de 1949, p. 12-13 (Nous traduisons).

<sup>30</sup> « Mujeres del mundo entero: cumplid con vuestro deber; firma del llamamiento de Estocolmo » [« Femmes du monde entier: faites votre devoir; signature du Manifeste de Stockholm »]. *Mujeres Antifascistas Españolas*, n° 37, mayo-junio de 1949, p. 9 (Nous traduisons).